

Vous lisez actuellement :

Malgré l'explosion des dépenses publiques, augmenter les impôts n'est ...



Nous vous recommandons  
Cette jolie prime que certains fonctionnaires vont toucher



**SAUVEGARDER CET ARTICLE**

**VOIR LES + LUS**

Interrogé par Capital, l'ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco\* François Ecalte détaille les conséquences probables sur les finances publiques du second confinement que s'apprête à vivre l'Hexagone. L'expert ne croit pas à une hausse des prélèvements obligatoires... dans l'immédiat.

**Capital : Emmanuel Macron a fait le choix de reconfiner la France pour au moins un mois. Cela va aggraver notre déficit... Inquiétant, non ?**

**François Ecalte :** A court terme, laisser filer le déficit est nécessaire. Car un renforcement des mesures de soutien aux entreprises est indispensable. Des milliers de faillites se profilent à l'horizon et il faut tenter de les éviter au maximum. Ce qui n'empêche qu'il faudra reprendre un jour le contrôle de notre dette publique. Pour cela, les décisions qui augmentent le déficit à long terme doivent être proscrites. En ce sens, la baisse des impôts de production (votée cet automne en première partie du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale, *ndlr*) me semble contre-productive. Même si je reconnais que ces prélèvements nuisent à la compétitivité des entreprises françaises. Pour stabiliser notre dette, qui devrait être aux alentours de 130 à 140% du PIB à l'horizon 2025, il faudra faire un effort sur les dépenses publiques de l'ordre de 6 à 7 milliards d'euros par an. Ce n'est pas insurmontable. Mais il faut rappeler que cela permettra seulement de stabiliser et non de réduire la dette.

**Capital : Les mesures prises en pleine crise par l'exécutif en faveur des entreprises sont-elles bien calibrées ?**

**François Ecalte :** Dans un premier temps, on a beaucoup fait pour améliorer leur trésorerie avec des prêts ou encore des reports de charges fiscales et sociales. Mais tout cet argent, les entreprises vont devoir le rembourser un jour... La question de la masse salariale est prise en compte via l'indemnisation du chômage

**VIDÉOS À NE PAS MANQUER**



Vous lisez actuellement :

Malgré l'explosion des dépenses publiques, augmenter les impôts n'est ...



Nous vous recommandons  
Cette jolie prime que certains fonctionnaires vont toucher



du PIB à l'horizon 2029, il faudra faire un effort sur les dépenses publiques de l'ordre de 6 à 7 milliards d'euros par an. Ce n'est pas insurmontable. Mais il faut rappeler que cela permettra seulement de stabiliser et non de réduire la dette.

### Capital : Les mesures prises en pleine crise par l'exécutif en faveur des entreprises sont-elles bien calibrées ?

**François Ecalle :** Dans un premier temps, on a beaucoup fait pour améliorer leur trésorerie avec des prêts ou encore des reports de charges fiscales et sociales. Mais tout cet argent, les entreprises vont devoir le rembourser un jour... La question de la masse salariale est prise en compte via l'indemnisation du chômage partiel. Mais ce qu'il faut arriver à compenser, ce sont les autres charges et ce quel que soit le secteur. Je pense que les mesures d'aides sectorielles sont devenues illisibles. Par conséquent, je plaide pour un mécanisme simple et généralisé à l'ensemble des entreprises qui consisterait à accorder des subventions ou des baisses d'impôts en fonction du chiffre d'affaires à partir de 2019, et du poids des charges fixes (loyer, amortissement du capital etc).

**>> Notre service - Faites des économies en testant notre comparateur de Crédits Conso**

### Capital : Pensez-vous que les prélèvements obligatoires augmenteront d'ici 2022 ?



### VIDÉOS À NE PAS MANQUER



### Confinement : ces déménagements qui restent autorisés

### SERVICES RECOMMANDÉS PAR CAPITAL

- COMPARATEUR BANQUES
- COMPARATEUR ASSURANCES SANTÉ, HABITATION...
- COMPARATEUR LIVRET D'ÉPARGNE
- COMPARATEUR ASSURANCES VIE
- COMPARATEUR CRÉDITS CONSOMMATION
- COMPARATEUR RACHAT DE CRÉDITS

Vous lisez actuellement :

Malgré l'explosion des dépenses publiques, augmenter les impôts n'est ...



Nous vous recommandons

Cette jolie prime que certains fonctionnaires vont toucher



### **Vous souhaitez vous reconverter vers l'enseignement ?**

[Lire la suite](#)

**Annonce, GMF Assurances**

**François Ecalle :** Je ne le crois pas. Pourquoi ? Car nous n'avons pas de problème pour nous endetter sur les marchés. Par ailleurs, la Banque centrale européenne (BCE) soutient les économies du Vieux Continent en achetant des titres de différents pays (italiens, français, allemands...). Elle le fait dans un tel volume que cela permet de maintenir des taux d'intérêts très bas. À court terme, il n'y a donc pas d'inquiétude à avoir. Toutefois, ce soutien ne sera pas indéfini. Et nos voisins européens seront-ils d'accord pour financer notre dette sur une longue période ? Cela reste une incertitude et un problème politique majeur pour la zone euro.

### **Capital : Quelles sont les marges de manoeuvre fiscale dont dispose l'Etat ?**

**François Ecalle :** Sur le volet fiscalité, la France est coincée. Je vous rappelle que nous avons le niveau de prélèvements obligatoires le plus élevé des pays de l'OCDE. Les dirigeants peuvent faire du "redéploiement", c'est-à-dire faire payer un peu plus telle ou telle catégorie de ménages ou d'entreprises, mais une hausse globale du niveau des prélèvements obligatoires est un facteur de risque important pour notre compétitivité économique. Si d'un côté, ce serait une erreur d'augmenter les impôts, de l'autre, je pense que la France ne peut pas se permettre de véritablement les baisser. Sous peine d'accroître les problèmes que connaissent aujourd'hui les finances publiques.

*\*Site d'informations sur les finances publiques (fipeco.fr)*

**>> À lire aussi - Augmenter les impôts à l'issue de la crise serait une erreur, selon le fiscaliste Victor Fouquet**

**TRACKERS**

- COMPARATEUR FORFAITS MOBILES ET INTERNET
- RÉSILIER TOUS VOS CONTRATS

**VENTE EXCLUSIVE**  
Jusqu'au 15 octobre

**ZÉRO ENGAGEMENT  
ZÉRO PAPERASSE  
ZÉRO FRAIS**

**Profitez-en**

**DEVENEZ UN VÉRITABLE EXPERT AVEC**

**21 MILLIONS**

LA NEWSLETTER CRYPTO

Capital 370 364 mentions J'aime

**Capital**

J'aime cette Pa

**Alerte de protection Google Chrome**

Les extensions Norton de Chrome ne sont pas activées. Installez ces extensions pour protéger votre appareil et votre identité lorsque vous naviguez avec Chrome.

Me le rappeler plus tard Ne plus me demander s'installe dans **Installer maintenant**

**Les dernières actus du secteur dans votre**